



# Assemblée générale

Distr. générale  
8 octobre 1998  
Français  
Original: anglais

---

## Cinquante-troisième session

Point 91 b) de l'ordre du jour

**Questions de politique macroéconomique : financement  
du développement, y compris le transfert net de ressources  
entre pays en développement et pays développés**

## **Réunion internationale de haut niveau chargée d'examiner la question du financement du développement à l'échelon intergouvernemental : thèmes directeurs et éléments clefs**

### **Note du Secrétaire général**

#### **I. Introduction**

1. Dans sa résolution 52/179 du 18 décembre 1997, l'Assemblée générale a décidé de convoquer une reprise des travaux de la Deuxième Commission afin de solliciter les vues des gouvernements sur les éléments essentiels à inclure dans l'étude de la question du financement du développement et sur les apports qu'il conviendrait d'obtenir d'un ensemble très divers de parties concernées, notamment d'acteurs appartenant ou non au système des Nations Unies. Dans la même résolution, l'Assemblée a également prié le Secrétaire général de veiller à ce que les rapports qui auraient été demandés lors de la reprise des travaux susmentionnés soient rassemblés et transmis aux gouvernements à sa cinquante-troisième session. Ces rapports devaient être assortis d'un index des thèmes directeurs et des éléments clefs figurant dans les réponses des parties concernées.

2. La Deuxième Commission s'est réunie le 19 mars 1998 (voir A/C.2/52/SR.52). À la lumière des débats tenus lors de cette réunion, le Secrétariat a établi un questionnaire non directif et sollicité les vues des délégations sur sa structure et sa forme lors d'une réunion d'information tenue en mai 1998. Le questionnaire a ensuite été adressé à un ensemble

très divers de parties concernées de toutes les régions. En outre, il a été diffusé sur Internet et redistribué par diverses organisations internationales à leurs membres.

3. Le Secrétariat avait reçu plus de 180 réponses au 15 septembre 1998. On trouvera aux tableaux 1 et 2 une récapitulation des divers destinataires des questionnaires et des réponses reçues. Le présent rapport décrit les thèmes directeurs et les éléments clefs qui se sont dégagés des réponses. Les déclarations des gouvernements lors de la reprise de la session de la Deuxième Commission, qui n'avaient pas été mises à jour par une réponse au questionnaire, ont également servi à définir les thèmes et les éléments clefs.

4. Les parties concernées ont fourni une multitude d'informations dans leurs réponses au questionnaire. Pour mettre ces apports à la disposition des délégations et du grand public, toutes les réponses ont été introduites dans une base de données accessible sur le site Internet à l'adresse suivante : <http://www.un.org/esa/analysis/ffd.htm>. En outre, le Secrétariat a dressé une liste des citations bibliographiques accompagnant les documents et rapports communiqués au Secrétariat dans le cadre de ce processus ainsi que de celles contenues dans les principaux documents des Nations Unies publiés depuis 1996. Les délégations peuvent se procurer cette liste

sur demande, laquelle peut être également consultée sur Internet sur le site indiqué plus haut.

Tableau 1  
**Destinataires du questionnaire et réponses, par partie concernée**

<i>Partie concernée</i>	<i>Questionnaires envoyés</i>	<i>Réponses reçues</i>	<i>Taux de réponse (pourcentage)</i>
<b>Total</b>	<b>1 394</b>	<b>185</b>	<b>13,3</b>
Gouvernements et organismes nationaux	218	48 <sup>a</sup>	21,9
Organismes intergouvernementaux	108	38	35,5
Institutions financières publiques	190	44	23,2
Institutions financières privées	274	8	2,9
Commerce et industrie	163	2	1,2
Organismes de recherche	266	21	7,9
Organisations de plaidoyer	110	17	15,5
Divers	65	7	10,8

<sup>a</sup> Y compris une réponse de l'Union européenne au nom de ses 15 membres.

Tableau 2  
**Destinataires du questionnaire et réponses, par région géographique**

	<i>Questionnaires envoyés</i>	<i>Réponses reçues</i>	<i>Taux de réponse (pourcentage)</i>
<b>Tous les pays</b>	<b>1 394</b>	<b>185</b>	<b>13,3</b>
Pays développés	773	70 <sup>a</sup>	9,1
Pays en transition	64	17	26,6
Pays en développement	476	73	15,3
Afrique	161	10	6,2
Asie	173	37	21,4
Amérique latine et Caraïbes	122	19	15,6
Océanie	20	7	35,0
<i>Pour mémoire :</i>			
Organisations internationales	47	25	53,2

<sup>a</sup> Y compris une réponse de l'Union européenne au nom de ses 15 membres.

5. La présente note est complétée par un deuxième document sur les travaux actuels du système des Nations Unies dans le domaine du financement du développement.

et de production

## II. Thèmes directeurs et éléments clefs indiqués par les parties concernées

### 1. Mobilisation des ressources nationales au service du développement

Développement humain et renforcement des capacités à l'échelon national

- Éducation et formation
- Santé et protection de l'environnement
- Développement du secteur privé

Politiques et mesures économiques

- Politiques et institutions budgétaires
- Politiques et institutions monétaires
- Politiques de l'épargne
- Politiques et institutions fiscales
- Répartition et concentration du revenu

Institutions et marchés financiers nationaux

- Marchés de capitaux
- Institutions financières
- Système bancaire
- Institutions de microfinancement et de micro-crédit
- Fonds de retraite nationaux

Administration publique et gestion des affaires publiques

- Cadre juridique régissant l'activité des entreprises nationales
- Programmes efficaces d'application des lois et de lutte contre la corruption
- Participation publique à l'élaboration des politiques économiques
- Coordination et cohérence des politiques

### 2. Mobilisation des courants internationaux de capitaux privés au service du développement

Courants de capitaux privés aux fins du renforcement des capacités

- Éducation et formation
- Promotion des entreprises locales

Développement durable  
Utilisation de différentes filières d'investissement

- Investissements étrangers directs
- Courants financiers privés à court terme
- Investissements étrangers de portefeuille
- Relations contractuelles en matière de gestion

Financement et gestion des projets

Politiques nationales à l'égard des courants internationaux de capitaux privés

Programmes de privatisation

Accords de surveillance et de réglementation

Programmes d'incitation et de promotion des investissements

Libéralisation des marchés financiers

Programmes de garantie du crédit

Communication de l'information financière

Politiques internationales à l'égard des courants internationaux de capitaux privés

Accords d'investissement bilatéraux et multilatéraux

Fusions et acquisitions transfrontières

Normes internationales de comptabilité et de publication de l'information

Paiements illicites transfrontières

Union économique et monétaire (UEM)

Évaluations et analyses des marchés

Gestion des courants internationaux de capitaux privés

Gestion des devises

Gestion de l'instabilité et de ses incidences sur le développement

Gestion des incidences environnementales et sociales

Effets des ressources financières privées internationales

Répartition des courants d'investissements privés

Pays les moins avancés

Afrique subsaharienne

Petits pays insulaires en développement

### 3. Coopération financière internationale au service du développement

Assistance internationale aux fins du renforcement des capacités

Éducation et formation

Santé et environnement

Lutte contre la pauvreté et assistance humanitaires

Développement du secteur privé

Accords de coopération aux fins du développement

Politiques et mesures adoptées par les pays donateurs

Niveau général des courants financiers

Coordination des donateurs

Conditionnalité

Politiques et mesures adoptées par les pays bénéficiaires

Engagements pris lors de conférences des Nations Unies

Aide publique au développement (APD)

Assistance bilatérale

Coopération régionale

Banques régionales de développement

Programmes d'aide Sud-Sud

Assistance multilatérale

Institutions et assistance financières internationales

Système des Nations Unies

Aide multilatérale

Aide non gouvernementale (organisations non gouvernementales, fondations)

Efficacité de l'aide internationale

Mesure et critères d'évaluation

Groupes de pays particuliers

### 4. Dette extérieure (bilatérale, multilatérale et commerciale)

Dette bilatérale du secteur public

Dette multilatérale du secteur public

Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés

Marché commercial

Dette du secteur privé

Dette du secteur public

Aspects de la dette extérieure

Gestion, suivi et viabilité

Conséquences et répercussions

Allègement et solutions nouvelles

Responsabilités, problèmes et initiatives

Conversion de la dette

Conversion de la dette en investissements écologiques

Conversion de la dette en prises de participation

Autres conversions de créances pour le financement de projets de développement

Groupes de pays particuliers

Pays à faible revenu

Pays à revenu intermédiaire

## 5. Commerce et financement au service du développement

Renforcement des capacités et développement institutionnel

Éducation et formation

Institutions

Politique commerciale

Accords commerciaux multilatéraux

Accords commerciaux régionaux

Commerce et coopération Sud-Sud

Financement des échanges commerciaux

Expansion des échanges commerciaux

Accès aux marchés

Promotion des échanges

Questions sociales et environnementales dans le domaine commercial

Groupes de pays particuliers

Rôle de l'État

Consolidation de la paix, questions militaires et financement du développement

Rythme et nature de la mondialisation

Conjoncture économique et financière internationale

Liens entre les politiques économiques et les priorités

Thèmes ponctuels

## 6. Sources novatrices de financement

Utilisation des marchés nationaux de capitaux

Utilisation des marchés internationaux de capitaux

Nouvelles structures dans les partenariats publics/privés

Différents types de fiscalité

Nouveaux dividendes sociaux

Propositions diverses

## 7. Gestion des systèmes monétaires, financiers et commerciaux internationaux

Composition et participation

Rôle et activités des organisations multilatérales

Performance des systèmes

Prévention et gestion des crises

Aspects institutionnels

Mécanismes de surveillance

Règles, normes et réglementations

## 8. Interactions entre les éléments et autres questions particulières